Ce programme n'est pas un catalogue de promesses.

C'est un plan de reconstruction humaine, pensé à partir du réel.

Chaque point vient d'un vécu, d'un besoin, d'une souffrance observée ou traversée.

Il est perfectible. Il est vivant. Et il vous appartient aussi.

Table of Contents

Ce programme n'est pas un catalogue de promesses. C'est un plan de reconstruction humaine, pensé à partir du réel. Chaque point vient d'un vécu, d'un besoin, d'une souffrance observée ou traversée. Il est perfectible. Il est vivant. Et il vous appartiaussi.	ient
Préface	7
Ce programme ne prétend pas être parfait.	7
Aucun mot de ce programme ne devrait être incompréhensible pour un enfant de dix	ans 7
Trois convictions	7
Ce texte est né d'un vécu	7
Il ne s'adresse à aucun camp	7
I. Constitution & État	8
Un peuple tient debout par ce qu'il partage. Pas seulement par ce qu'il possède	8
Nouvelle Constitution citoyenne	8
Référendum jeunesse à 16 ans	8
Fin du monopole bancaire sur la création monétaire	8
Inscription du refus de la monnaie numérique obligatoire	8
Journée annuelle du peuple souverain	8
Enseignement citoyen dès le collège	8
Serment républicain libre à 18 ans	8
Clarté obligatoire dans les lois	8
Objectifs d'ici 2030:	9
II. Justice & Transparence	10
Une société ne tient pas par la peur, mais par la confiance	10
Jury citoyen à tous les niveaux	10
Pardon filmé comme alternative à la prison courte	10
Villages d'utilité commune	10
Inviolabilité du domicile hors flagrant délit	10
Journal public des condamnations de l'État	10
Commission indépendante sur les prisons	10
Droit absolu au silence et au refus d'analyse comportementale	10
Réécriture complète des codes de loi en langage citoyen	10
Objectifs d'ici 2030	
III. Liberté & Expression	
Droit au silence et à la nuance	
Ministère de la pensée libre	12
Droit constitutionnel au doute	

Reconnaissance du pseudo	onymat citoyen1	2
• Suppression des délits d'o	pinion1	2
• Suppression de la censure	automatisée1	2
Abrogation de toutes les lo	ois contraires à ces principes1	2
Objectifs d'ici 2030		3
IV. Démocratie vivante	1-	4
La démocratie n'est pas un régi	me. C'est un exercice	4
• Révocation des élus à mi-	nandat1	4
• Tirage au sort partiel dans	les assemblées	4
• Assemblée des non-représ	entés1	4
Contrôle citoyen permaner	nt des élus1	4
• Transparence financière ol	oligatoire des élus1	4
Journaux citoyens municip	paux	4
• Droit d'alerte citoyenne él	argi1	4
• Conseil des générations fu	tures1	4
Objectifs d'ici 2030:	1	5
V. Diplomatie & Géopolitique		6
La paix n'est pas un état. C'est	une volonté1	6
• Diplomatie explicative		6
Corps diplomatique citoye	n	6
Droit à la désobéissance m	ilitaire encadrée1	6
• Sortie du commandement	militaire intégré de l'OTAN1	6
• Traité de non-ingérence sy	rstémique1	6
Mise à l'écart des traités et	uropéens non conformes à la souveraineté populaire 1	6
Objectifs d'ici 2030:	1	7
VI. Services publics	1	8
Un service public n'est pas une	structure. C'est une promesse	8
• Rémission de sens dans les	s services1	8
• Comités mixtes agents-usa	gers1	8
• Plan TOGAFrance : refone	dation systémique1	8
Audit national par les usag	gers	8
	et terrain1	
Droit à l'initiative des agen	nts	8
	1	
-	20	
	respire20	

•	Moratoire sur les nouveaux flux migratoires	20
•	Entretien individuel humanisé	20
•	Statut "Français à l'essai"	20
•	Suppression des statuts flous	20
•	Droit au retour accompagné	20
Obje	ectifs d'ici 2030 :	20
VIII. T	ravail & Solidarités	21
	ravail ne peut plus être une punition. Ni une frontière entre ceux qui comptent et ceux no compte.	
•	Création d'activité individuelle en 4 heures, protection sociale immédiate	21
•	Contrat d'Utilité Commune (CUC)	21
•	Congé de dignité universel.	21
•	Pécule de départ à 18 ans	21
•	Revenu contributif de relèvement (RCR)	21
•	Plafond salarial à 100 SMIC / mois	21
•	Indice de Succès Éthique (ISE)	21
IX. Ent	fance & Transmission	23
•	Sanctuariser l'enfance.	23
•	Refonder l'école	23
•	Transmettre sans formater	23
•	Le droit à la parole libre	23
•	Devoir d'héritage	23
Obje	ectifs d'ici 2030 :	24
X. Sou	veraineté & Résilience	25
	y a pas de démocratie sans souveraineté. Et il n'y a pas de souveraineté sans peuple llé.	25
•	Moratoire immédiat sur toute nouvelle privatisation	25
•	Souveraineté alimentaire	25
•	Souveraineté énergétique	25
•	Souveraineté monétaire inaliénable	25
•	Souveraineté numérique & appel aux bâtisseurs	25
•	Refondation des traités et alliances	25
•	Priorité au droit local	25
Obje	ectifs d'ici 2030 :	26
-	ologie & Modes de vie	
	s ne sauverons pas la Terre en la déclarant "priorité". Nous la sauverons en redevena tables.	

•	Crédit d'impôt "mode de vie durable"	27
•	Réensauvagement encadré	27
•	Sobriété désirable	27
•	Réseau public de réparation	27
•	Lutte contre l'obsolescence culturelle	27
•	Taxe kilométrique écologique	27
O	bjectifs d'ici 2030 :	28
XII.	Fiscalité & Biens communs	29
L	'impôt ne doit plus être un mot sale. Il doit redevenir une promesse	29
•	Barème progressif fluide et solidaire	29
•	Plafond de prélèvement global	29
•	Réforme de l'héritage	29
T	VA éthique, modulée et pédagogique	29
•	Bonus local & réparabilité	29
•	TVA anti-publicité & participative	29
•	Affectation ciblée	29
•	Fin des niches injustes & impôt minimal	30
•	Contribution réelle des multinationales	30
•	Fiscalité du bien commun	30
•	Traçabilité citoyenne de chaque euro	30
O	bjectifs d'ici 2030:	
XIII	. Réconciliation & Vérités sociales	31
I 1	est temps de regarder la France telle qu'elle est, non telle qu'on la fantasme	31
•	Légalisation du cannabis adulte, encadrée et citoyenne	31
•	Développement de substituts au tabac	31
•	Pacte de sortie et rédemption citoyenne	31
•	Villages citoyens de réinvention	31
•	Reconnaissance du rôle social des invisibles	31
•	Pacte républicain avec les quartiers	31
•	Célébration d'une France plurielle	31
•	Réalité utile de l'immigration	32
O	bjectifs d'ici 2030:	32
XIV	. Sécurité intérieure & résilience civile	33
	n pays ne tient pas seulement par ses frontières, mais par sa capacité à s	
pı	rotéger lui-même — dans le respect du droit, de l'humain, et du réel	
•	Revalorisation du service civique universel.	33

•	Police, gendarmerie, secours : audit TOGAFrance	
•	Journal national des leçons de l'ordre	33
•	Reprise en main des faits divers	33
•	Résilience populaire & autonomie	33
•	Armée souveraine, technologies protégées	33
Obj	jectifs d'ici 2030 :	33

Préface

Ce programme ne prétend pas être parfait.

Il n'est ni une profession de foi, ni un discours de campagne. C'est un point de départ. Un appel. Une boussole. Une tentative d'incarner un autre rapport à la politique – moins vertical, moins fermé, plus humain.

Aucun mot de ce programme ne devrait être incompréhensible pour un enfant de dix ans.

Parce qu'un projet juste peut se dire simplement. Et parce que ce pays a surtout besoin de vérité claire, pas de langage flou.

Trois convictions nous animent:

- Il est encore possible de refaire peuple, si l'on se parle sans honte ni dogme.
- La politique n'a de sens que si elle retrouve le goût de l'essentiel : la vie simple, digne et partagée.
- Tout ne se résume pas à l'économie. Il y a des valeurs qui ne se chiffrent pas, mais qui font tenir un pays debout.

Ce texte est né d'un vécu. D'une colère ancienne. D'une confiance malgré tout.

Il ne vient pas de la peur, ni du repli. Il vient d'une intuition : si personne ne recolle les morceaux, le pays tombera.

Il ne s'adresse à aucun camp. Il s'adresse à toutes celles et ceux qui, dans un silence de plus en plus lourd, sentent bien que quelque chose ne tourne plus rond.

Il est temps de remettre du sens. Et du lien.

Jean-François Dann – été 2025

I. Constitution & État

Un peuple tient debout par ce qu'il partage. Pas seulement par ce qu'il possède.

Pour qu'un État vive, il lui faut une langue, une monnaie, des frontières, un socle commun. Si l'un de ces éléments lui est volé, il devient un gestionnaire sans peuple. Une province sans destin.

Nouvelle Constitution citoyenne

Rédigée par une assemblée mixte (citoyens tirés au sort, élus, volontaires), votée par référendum. Enseignée dès le collège, traduite dans les langues régionales, relue et signée symboliquement chaque année par chaque commune.

Référendum jeunesse à 16 ans

Tous les 5 ans, les jeunes de 16 à 25 ans peuvent proposer des idées nationales. Celles qui rassemblent 1 million de soutiens déclenchent un vote consultatif public.

Fin du monopole bancaire sur la création monétaire

Révision de l'article 123 du Traité de Lisbonne (ou sortie ciblée), pour permettre à la Banque de France de financer directement les projets d'utilité collective.

Inscription du refus de la monnaie numérique obligatoire

Aucune autorité ne pourra imposer une monnaie numérique centrale à usage exclusif ou prioritaire. Le droit à la monnaie physique (billets, pièces) est garanti. Chaque citoyen peut acheter, vendre, transmettre sans traçage numérique, sauf décision judiciaire encadrée.

Journée annuelle du peuple souverain

Chaque 21 septembre, les communes organisent une agora citoyenne. Pas de travail, pas de publicité. Une journée sans écran où l'on réfléchit ensemble au pays qu'on veut garder vivant.

Enseignement citoyen dès le collège

Ce que sont une loi, un budget, une commune, un conflit d'intérêts... est enseigné concrètement, via des jeux de rôle, des débats, et la lecture réelle des lois votées.

Serment républicain libre à 18 ans

Chaque jeune peut, s'il le souhaite, affirmer publiquement son engagement à faire sa part pour un pays juste et fraternel. Ce n'est ni une obligation, ni une promesse politique. C'est un passage symbolique.

Clarté obligatoire dans les lois

Chaque loi votée est accompagnée d'une version compréhensible par un citoyen de 15 ans. Ce résumé est validé par une commission citoyenne indépendante.

Une nation ne peut survivre sans sa langue, sa monnaie, ses frontières. La langue est notre mémoire. La monnaie est notre pouvoir d'agir. Les frontières sont notre responsabilité. Supprimez l'un des trois, il ne reste qu'un territoire administré — plus un pays.

Philosophie associée : Jean-Jacques Rousseau

« Le peuple anglais pense être libre. Il ne l'est que durant l'élection de ses représentants. »

— Jean-Jacques Rousseau

- 100 % des lycéens comprennent la Constitution (version citoyenne enseignée)
- Référendum jeunesse en place dès 2028
- Financement direct des projets collectifs par la Banque de France opérationnel avant 2030
- Garantie constitutionnelle du droit à la monnaie physique en 2028
- 1 journée citoyenne sans écran par an dans toutes les communes dès 2028
- Enseignement citoyen (loi, budget, vote) dans 100 % des collèges d'ici 2029
- Version "langage simple" de chaque loi publiée dès 2028

II. Justice & Transparence

Une société ne tient pas par la peur, mais par la confiance.

Ce chapitre vise à restaurer une justice visible, compréhensible et responsable. Une justice qui protège sans humilier, qui répare autant qu'elle encadre. Et qui commence par regarder l'État comme un justiciable comme les autres.

Jury citoyen à tous les niveaux

Dans tout procès à fort impact public (écologie, corruption, violences institutionnelles), un jury citoyen tiré au sort complète les magistrats. Il dispose d'un pouvoir de recommandation publique. Transparence obligatoire des débats.

Pardon filmé comme alternative à la prison courte

Pour certaines peines légères, l'auteur peut choisir de filmer publiquement un acte de reconnaissance et de réparation envers la victime ou la société. Si la victime accepte, le pardon vaut reconnaissance. Une autre manière de désamorcer la récidive par l'humain.

Villages d'utilité commune

Création de lieux de vie pour personnes condamnées non violentes. Travail social, réparation, études, mentorat. Encadrés, ouverts, sans surveillance numérique. Une autre façon de payer sa dette tout en retrouvant sa place.

Inviolabilité du domicile hors flagrant délit

Toute perquisition en dehors d'une situation d'urgence ou de flagrance devra être validée par un juge indépendant. Le domicile est un sanctuaire, pas un espace neutre.

Journal public des condamnations de l'État

Un rapport annuel recense toutes les condamnations prononcées contre l'État ou ses agents. Détail des fautes, des indemnisations, et des suites administratives. La confiance ne revient que si la vérité est visible.

Commission indépendante sur les prisons

Visites aléatoires, rapports publics, témoignages croisés (personnels, détenus, soignants). Pour sortir les lieux de détention de l'invisibilité et prévenir les dérives structurelles.

Droit absolu au silence et au refus d'analyse comportementale

Toute personne a le droit de se taire, y compris dans une procédure non judiciaire. Refus protégé de tout encodage émotionnel, scoring numérique ou interprétation d'intention sans preuve.

Réécriture complète des codes de loi en langage citoyen

L'ensemble des grands codes (civil, pénal, du travail, de procédure...) sera repris, clarifié et simplifié. Chaque texte fera l'objet d'une version citoyenne en langage accessible, validée par des panels mixtes (magistrats, citoyens, juristes indépendants). Objectif : que chacun sache ce qu'il risque, ce qu'il peut, ce qu'il vaut. Pas de droit sans lisibilité. Pas de justice sans clarté.

« Le mal est souvent banal. Mais le courage de juger reste une des plus hautes responsabilités humaines. » — Hannah Arendt

- Jury citoyen inclus dans 100 % des grands procès publics
- 500 alternatives de "pardon filmé" expérimentées dès 2028
- 5 villages d'utilité commune pilotes opérationnels dès 2029
- Version citoyenne du Code pénal et du Code du travail publiée d'ici 2030

III. Liberté & Expression

Un peuple qui ne peut plus parler est un peuple qui ne peut plus penser.

Ce chapitre protège l'espace intérieur, la parole hésitante, la nuance, le droit de se tromper et de chercher. Il affirme que la liberté d'expression n'est pas un détail : c'est un droit vital, fragile, à défendre face aux peurs nouvelles.

• Droit au silence et à la nuance

Personne ne peut être sommé de choisir un camp, de s'exprimer sur commande, ou de résumer une pensée complexe en slogan binaire.

Ministère de la pensée libre

Création d'un organe indépendant chargé de veiller à la pluralité des idées dans les médias, les universités, les administrations. Il ne censure pas : il éclaire, protège, garantit que toutes les voix puissent exister dans le débat public.

Droit constitutionnel au doute

Aucun citoyen ne peut être stigmatisé pour avoir remis en question un récit dominant ou une vérité officielle, tant qu'il n'appelle ni à la haine, ni à la violence.

Reconnaissance du pseudonymat citoyen

Toute personne a le droit d'intervenir dans l'espace public numérique sous pseudonyme, hors menace ou diffamation. Le pseudonymat est un outil de protection légitime, et non une dissimulation coupable.

Suppression des délits d'opinion

Toute loi punissant une pensée exprimée sans appel à la haine ni au crime est abrogée. L'État ne protège pas une idéologie. Il protège la liberté.

• Suppression de la censure automatisée

Aucune IA ne peut supprimer un contenu ou bloquer une voix sans contrôle humain explicite et contestable. Les algorithmes doivent être transparents, leurs critères publics, leurs limites vérifiables.

• Abrogation de toutes les lois contraires à ces principes

Un audit législatif indépendant recensera les lois, décrets ou réglementations qui limitent la liberté d'expression, de pensée, de doute ou de retrait. Toutes les dispositions incompatibles avec ce socle seront abrogées. La liberté ne s'accommode pas d'exceptions permanentes.

Philosophie associée : Albert Camus

« La liberté n'est pas l'absence d'engagement, mais la capacité de choisir. Et de dire non quand tout le monde dit oui. »

— Albert Camus

- Suppression effective des délits d'opinion avant 2030
- Plateforme de pseudonymat citoyen en ligne et protégée juridiquement
- Fin des mécanismes de censure automatisée par IA dans les services publics
- 100 % des établissements publics dotés d'un protocole d'expression protégée

IV. Démocratie vivante

La démocratie n'est pas un régime. C'est un exercice.

Ce chapitre vise à replacer le citoyen au cœur du pouvoir. Pas comme spectateur passif, mais comme acteur permanent. Une démocratie vivante, ce n'est pas voter tous les 5 ans — c'est pouvoir réagir, révoquer, proposer, comprendre et veiller.

Révocation des élus à mi-mandat

Tout mandat peut être interrompu par une procédure de révocation locale ou nationale si une pétition atteint un seuil défini. L'élu est entendu publiquement. S'il est révoqué, de nouvelles élections ont lieu.

Tirage au sort partiel dans les assemblées

Un tiers des sièges peut être confié à des citoyens tirés au sort, formés, accompagnés, non rééligibles. Pour casser l'entre-soi et ramener la parole brute dans l'arène politique.

Assemblée des non-représentés

Chambre consultative composée de citoyens volontaires issus de l'abstention, de la précarité, des territoires oubliés. Elle peut publier des alertes, des contre-propositions, des récits de terrain. Elle donne une voix à ceux qui n'en ont jamais eu.

· Contrôle citoyen permanent des élus

Chaque élu est suivi par un comité citoyen local. Suivi public : votes, présence, engagements, conflits d'intérêts. Toute dérive peut faire l'objet d'un signalement national visible.

• Transparence financière obligatoire des élus

Toute gestion de fonds publics doit être archivée, expliquée, et rendue visible. Chaque euro engagé au nom du peuple doit pouvoir être retracé.

Journaux citoyens municipaux

Dans chaque commune, un média local libre co-financé par les habitants rend compte des décisions publiques, donne la parole aux minorités et publie les récits du réel.

Droit d'alerte citoyenne élargi

Chaque citoyen peut contester un projet local ou national. Si un seuil de soutien est atteint, le projet est suspendu et une commission publique est convoquée.

Conseil des générations futures

Un organe consultatif composé de jeunes de 15 à 30 ans tirés au sort examine les lois à l'aune de leur impact sur les 20 prochaines années. Il peut rendre un avis public opposable à tout texte jugé toxique ou court-termiste.

Philosophie associée : Cornelius Castoriadis

« Il n'y a de démocratie que là où le pouvoir est questionnable par ceux qui le subissent. Et là où la loi peut être modifiée par ceux qui l'obéissent. » — Cornelius Castoriadis

- Première procédure citoyenne de révocation d'un élu réussie avant 2029
- Assemblée des non-représentés présente dans 30 départements avant 2030
- Journal public de suivi des élus actif dans 100 % des communes d'ici 2030
- Publication annuelle des taux de promesses tenues par les élus

V. Diplomatie & Géopolitique

La paix n'est pas un état. C'est une volonté.

Ce chapitre redonne à la France une voix claire, souveraine, mais humaine. Ni soumission, ni domination. Une diplomatie de la vérité, non de la posture. Une parole libre, au nom du peuple, et non au nom des intérêts cachés.

• Diplomatie explicative

Toute décision majeure en matière internationale (alliance, intervention, retrait) doit être expliquée au peuple dans un langage clair. Une plateforme publique diffuse les arguments, contre-arguments, et permet un vote consultatif massif.

Corps diplomatique citoyen

Création d'un réseau mondial de citoyens formés à la médiation, aux droits humains, à la culture locale. Ils ne représentent pas un pouvoir, mais un peuple. Leur mission : écouter, apaiser, témoigner.

Droit à la désobéissance militaire encadrée

Tout soldat a le droit de refuser un ordre qu'il juge contraire à la conscience humaine ou aux droits fondamentaux. Un Conseil de Sages statue sur les cas limites. Le devoir d'obéir n'efface pas le droit de penser.

Sortie du commandement militaire intégré de l'OTAN

La France retrouve son autonomie stratégique. Coopération logistique, humanitaire et défensive maintenue, mais aucune décision armée sans vote du peuple ni contrôle juridique indépendant.

· Traité de non-ingérence systémique

Engagement public de la France à ne plus financer, organiser ou soutenir de renversement de régime à l'étranger. Sauf appel officiel d'un peuple opprimé ou situation de génocide documentée.

Mise à l'écart des traités européens non conformes à la souveraineté populaire

La France suspendra l'application des clauses européennes jugées contraires à l'intérêt général ou aux principes constitutionnels retrouvés. Une conférence démocratique d'évaluation sera organisée dès 2028 pour définir la compatibilité des traités actuels avec le nouveau contrat social. Nous ne quittons pas l'Europe. Nous refusons de rester dans une logique qui détruit les peuples au nom des marchés.

Philosophie associée : Edgar Morin

« La seule vraie patrie, c'est la Terre. Et la seule vraie politique, c'est celle qui empêche le pire. »

— Edgar Morin

- Sortie effective du commandement militaire intégré de l'OTAN
- Conférence publique sur les traités européens organisée dès 2028
- 100 diplomates citoyens formés, reconnus et actifs dans le monde
- Plateforme de diplomatie explicative publique et traduite en 10 langues
- Rapport annuel sur les positions internationales de la France accessible à tous

VI. Services publics

Un service public n'est pas une structure. C'est une promesse.

Ce chapitre vise à reconnecter les institutions à leur mission d'origine : être là pour, et avec, les gens. Il propose une refondation complète, structurée et humaine, à travers une démarche de transformation nationale appelée **TOGAFrance**.

Rémission de sens dans les services

Chaque agent public aura droit à un temps collectif de réflexion sur le sens de sa mission. Le lien humain redevient la boussole — pas la case à cocher.

Comités mixtes agents-usagers

Dans chaque structure (hôpital, CAF, mairie...), un comité mensuel regroupe usagers volontaires et professionnels. Objectif : simplifier, améliorer, humaniser les services ensemble.

Plan TOGAFrance : refondation systémique

Tous les services publics sont réétudiés avec une méthode nationale rigoureuse, basée sur la vision, les flux, les moyens, l'utilité réelle. Chaque service produit une charte lisible, visible, et révisable chaque année.

Audit national par les usagers

Une plateforme ouverte recueille les témoignages de millions de citoyens sur leur expérience avec les services publics. Ces récits orientent les décisions, les budgets, les priorités.

Recrutement par vocation et terrain

Dans les métiers de soin, d'éducation ou de proximité, le concours anonyme est remplacé par un parcours d'engagement humain, évalué par des pairs, des usagers et des anciens. Pour servir, il faut comprendre à qui l'on s'adresse.

Droit à l'initiative des agents

Tout agent public peut proposer une amélioration locale. S'il est soutenu par un comité mixte, le projet est lancé à l'échelle expérimentale. Le terrain devient un laboratoire de transformation.

Philosophie associée : Simone Weil

« Le respect du réel, c'est cela, la justice. Et tout service est une rencontre avec le réel. »

— Simone Weil

- 1000 comités mixtes agents-usagers en place dès 2028
- Plan TOGAFrance appliqué à 10 services publics prioritaires dès 2029
- Plateforme publique "Audit des usagers" fonctionnelle avant 2028

•	Tous les agents formés à l'écoute active et aux pratiques relationnelles d'ici 2030

VII. Migrations & Dignité

La France ne se ferme pas. Elle respire.

Ce chapitre repose sur une double vérité : une nation ne peut accueillir dignement que si elle sait qui elle est. Et nul ne peut être accueilli vraiment s'il refuse de prendre part à ce qui fait ce pays.

Moratoire sur les nouveaux flux migratoires

Un arrêt temporaire des nouvelles demandes est instauré pendant 2 ans. Ce temps sert à clarifier la politique migratoire et réévaluer les capacités d'accueil avec justice et cohérence.

Entretien individuel humanisé

Toute personne présente sur le territoire sans statut défini sera reçue dans un entretien encadré. On y explore son histoire, ses intentions, ses capacités et sa compréhension de la France.

Statut "Français à l'essai"

Chaque personne se voyant proposer un pacte d'engagement (langue, respect du cadre, participation locale) bénéficie d'un statut provisoire de 5 ans. Il ouvre un accès à l'intégration réelle, sans favoriser la clandestinité ni la précarité organisée.

Suppression des statuts flous

Fini les situations administratives hybrides : ni expulsés, ni régularisés. Chaque cas est traité avec clarté, dignité et transparence, selon un processus républicain simple.

Droit au retour accompagné

Pour ceux qui ne souhaitent pas s'engager dans ce pacte, ou sont concernés par des infractions majeures, un retour dans le pays d'origine est organisé, accompagné et digne — avec soutien à la réinsertion locale.

Philosophie associée : Frantz Fanon

« Chaque génération doit, dans une relative opacité, découvrir sa mission, l'accomplir ou la trahir. »

— Frantz Fanon

- 100 % des personnes migrantes reçoivent un statut clair sous 3 mois
- 50 lieux d'entretien individualisé créés sur tout le territoire
- 100 % des demandes d'intégration reçoivent une réponse sous 6 mois
- Formation citoyenne et linguistique obligatoire pour chaque demandeur accepté

VIII. Travail & Solidarités

Le travail ne peut plus être une punition. Ni une frontière entre ceux qui comptent et ceux qu'on compte.

Il redevient ce qu'il aurait toujours dû être : une manière d'agir sur le monde, pas seulement d'y survivre. Et la solidarité cesse d'être une charge honteuse. Elle redevient notre colonne vertébrale collective.

Création d'activité individuelle en 4 heures, protection sociale immédiate

Tout citoyen peut créer une activité (artisanat, commerce, service, projet solidaire, artistique, agricole...) en moins de 4 heures, via un guichet unique accessible partout (en ligne ou physique). Dès la déclaration, la personne bénéficie d'une protection sociale complète : santé, retraite, accident, maternité/paternité, invalidité, chômage... sans condition ni carence. Si l'activité s'arrête ou évolue, la protection reste acquise, sans perte de droits. Un accompagnement et une plateforme d'entraide sont systématiquement proposés.

Contrat d'Utilité Commune (CUC)

Toute personne exclue de l'emploi peut proposer une activité locale utile (potager partagé, médiation, entraide...). Si validée par un comité citoyen, elle est rémunérée au SMIC et reconnue comme un emploi réel.

Congé de dignité universel

Droit à une pause de 6 mois dans une vie, rémunérée au RSA renforcé, pour se reconstruire, accompagner un proche, changer de voie. Une seule fois, sans justification.

Pécule de départ à 18 ans

À la majorité, chaque jeune reçoit une somme comprise entre 5 000 € et 10 000 €, selon sa situation sociale. Ce pécule est libre d'usage, avec accompagnement. Il peut être complété par un **prêt d'honneur à taux zéro** jusqu'à 30 000 €, remboursable à partir de la 6e année, selon un pourcentage progressif du revenu.

Revenu contributif de relèvement (RCR)

Toute personne impliquée dans une activité utile non marchande (aidant familial, bénévole régulier, artiste formateur, apprenant engagé...) reçoit un revenu plancher garanti par l'État.

Plafond salarial à 100 SMIC / mois

Aucun revenu individuel (salaire, dividende, prime...) ne peut dépasser 100 fois le SMIC mensuel brut. Le SMIC devient une référence protégée, non une variable d'ajustement.

Indice de Succès Éthique (ISE)

Les entreprises vertueuses (redistribution, stabilité, éthique environnementale et sociale) bénéficient de réductions fiscales sur les primes versées. À

condition que la prime du dirigeant ne dépasse pas 30× celle du plus bas salaire.

 Crédit-impôt solidarité active (CISA)
 Chaque entreprise bénéficie d'un crédit d'impôt pour les salariés donnant jusqu'à 2 jours/an à des missions utiles : interventions en école, aide en cas de sinistre, mentorat citoyen... L'expertise se met au service du pays réel.

Philosophie associée : Karl Polanyi

« L'économie est encastrée dans le social. Quand elle l'oublie, c'est la société qui se fracture. »

— Karl Polanyi

- 500 000 créations d'activités individuelles protégées dès 2030
- 200 000 jeunes bénéficiaires du pécule citoyen à 18 ans dès 2029
- 1 000 communes dotées de Contrats d'Utilité Commune d'ici 2030
- Affichage obligatoire du taux de redistribution entreprise-employés dans toutes les entreprises de plus de 100 salariés
- Plateforme publique recensant toutes les missions d'utilité non pourvues par territoire
- Libérer la créativité et l'initiative, tout en assurant la sécurité à chaque étape.

IX. Enfance & Transmission

L'enfance n'est pas une cible. Ce n'est pas un marché, un électorat ou une variable d'ajustement. C'est un espace sacré.

Ce qu'un enfant reçoit, ou ce qu'il perd, trace les contours du monde qui vient. Si nous voulons reconstruire un pays, il faut d'abord protéger ceux qui ne peuvent pas encore fuir.

Sanctuariser l'enfance

- Aucune publicité dans les espaces dédiés aux moins de 16 ans.
- Aucun écran tactile à l'école primaire ; le numérique est encadré, lent, non addictif.
- Temps quotidien de silence libre dans chaque établissement.
- Présence d'un adulte référent humain, disponible sans condition ni hiérarchie.

Refonder l'école

- L'école devient un lieu d'éveil, pas de dressage.
- Encouragement des pédagogies expérimentales (ateliers nature, débats, classes ouvertes).
- Lecture de lois réelles, débats sans notes, apprentissage du droit à se tromper.

Transmettre sans formater

- Accueil régulier de témoins vivants : anciens, artisans, poètes, soignants.
- Chaque enfant rencontre un poète, philosophe, artiste ou écrivain vivant durant sa scolarité.
- Fonds national de transmission accessible à chaque commune.
- Une fois par an, les enfants enseignent quelque chose aux adultes.

Le droit à la parole libre

- Chaque élève s'exprime publiquement au moins une fois dans sa scolarité (sans note).
- Interdiction de toute surveillance algorithmique à l'école : pas d'IA comportementale, pas de reconnaissance faciale.

Devoir d'héritage

- Chaque commune garde un lieu de mémoire vive (métiers, luttes, histoires locales).
- L'enseignement local et les racines territoriales sont valorisés.

Ce n'est pas à l'enfant de s'adapter au monde abîmé. C'est au monde de redevenir accueillant pour l'enfant libre.

Philosophie associée : Maria Montessori & Albert Camus

« L'enfant n'est pas un vase qu'on remplit, mais une source qu'on laisse jaillir. »

— Maria Montessori

« Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde. » — Albert Camus

- 100 % des écoles primaires disposent d'un espace de silence libre dès 2028
- Chaque élève rencontre un artiste, philosophe ou témoin vivant avant ses 16 ans
- 1 journée annuelle de "transmission inversée" dans chaque établissement scolaire

X. Souvergineté & Résilience

Il n'y a pas de démocratie sans souveraineté. Et il n'y a pas de souveraineté sans peuple éveillé.

La souveraineté, ce n'est pas le retour au passé. C'est le droit de dire non, de faire autrement, de décider selon notre propre mesure.

Nous ne rejetons pas les autres. Mais nous ne nous soumettons plus à des règles qui nous effacent.

Moratoire immédiat sur toute nouvelle privatisation

Aucun bien public stratégique ne pourra être cédé sans consultation du peuple : hôpitaux, énergie, eau, transports, données. Un audit citoyen sera lancé sur les privatisations passées.

Souvergineté glimentaire

- Soutien massif à l'agriculture locale, biologique, résiliente
- Réserves stratégiques relocalisées
- Circuits courts, cuisines collectives, coopératives rurales

Souveraineté énergétique

- Plan national de sobriété désirable
- Réduction des dépendances structurelles
- Réinvestissement citoyen dans l'énergie publique locale

· Souveraineté monétaire inaliénable

- Révision de l'article 123 du traité de Lisbonne pour permettre à la Banque de France de financer directement les projets d'utilité collective
- À défaut, sortie ciblée de ce dispositif dans le respect des valeurs européennes
- Droit constitutionnel à la monnaie physique garanti
- Refus de toute monnaie numérique centralisée imposée sans débat ni alternative

• Souveraineté numérique & appel aux bâtisseurs

- Décisions automatisées publiques : auditables, explicables, contestables
- Droit constitutionnel à un service non-numérique (guichet, papier, humain)
- Écosystème souverain : logiciels libres, cloud public, OS citoyens
- Appel aux ingénieurs, makers, devs éthiques pour bâtir des communs numériques utiles

Ces outils ne sont pas accessoires. Ils deviendront les piliers silencieux de notre démocratie vivante.

Refondation des traités et alliances

- Chaque traité est réévalué selon l'intérêt humain, écologique, démocratique
- L'Europe est une alliance, pas un dogme. La France reste à table, mais en égale, pas en vassale

Priorité au droit local

• Les communes peuvent exercer un pouvoir réglementaire délégué sur des

sujets concrets : urbanisme, alimentation, numérique, logement, sobriété Là où la vie se joue, la décision doit pouvoir émerger.

Un pays sans souveraineté devient une région. Une région sans voix devient une marchandise.

Philosophie associée : Pierre Bourdieu & Simone Weil

« Le plus grand service qu'on puisse rendre aux dominés, c'est de leur rendre leur capacité à nommer les choses. »

— Pierre Bourdieu

« Il n'y a pas de nation sans racines. Il n'y a pas de justice sans limite. »
— Simone Weil

- Audit public sur les privatisations présenté en 2028
- 100 % des démarches administratives disposent d'une alternative non numérique
- 30 % de l'énergie produite localement par des dispositifs publics ou citoyens

XI. Écologie & Modes de vie

Nous ne sauverons pas la Terre en la déclarant "priorité". Nous la sauverons en redevenant habitables.

L'écologie n'est pas une niche politique. C'est une question de survie, mais aussi de désir. Peut-on vivre mieux, plus lentement, avec moins d'objets et plus de liens ?

Crédit d'impôt "mode de vie durable"

Chaque foyer bénéficie d'un crédit d'impôt annuel dédié aux modes de vie sobres : réparation, vélo, isolation, mutualisation, compost, outillage partagé...

Lorsque le crédit dépasse l'impôt dû, il est converti en chèque remboursable. Le but n'est pas de contraindre. Le but est de rendre le bon sens plus simple.

Réensauvagement encadré

- Soutien aux zones refuges, forêts sanctuarisées, corridors écologiques
- Chaque région choisit ce qu'elle veut préserver, ralentir, régénérer

Sobriété désirable

- Fin de l'obsolescence programmée
- Réparabilité obligatoire 10 ans pour les biens essentiels
- Priorité à l'usage (et non à la propriété) dans la commande publique

Réseau public de réparation

- Indice de réparabilité affiché
- Pièces détachées disponibles 10 ans
- Création d'un réseau local de réparateurs financé par les producteurs

Lutte contre l'obsolescence culturelle

- Cinémas itinérants, théâtres de rue, lectures publiques
- Réouverture de lieux de silence, de ressourcement, de beauté nonmarchande
- Éducation au "moins mais mieux" : lenteur, attention, qualité

Taxe kilométrique écologique

Une éco-taxe s'applique aux produits non vitaux importés : **0,01 % de leur prix par kilomètre parcouru**, plafonnée à **60 %**.

- Un produit fabriqué à 100 km paiera 1 %
- Un produit venu de 8 000 km paiera 60 %

But : relocaliser, décourager l'absurde, et restaurer une écologie géographique.

Nous voulons que l'écologie ne soit plus un sacrifice mais une joie. Une manière de renouer avec le vivant, le silence, la lenteur... et la tendresse du réel.

Philosophie associée : Ivan Illich & Pierre Rabhi

« Ce n'est pas le manque d'énergie qui nous menace, mais l'excès de besoins. »

— Ivan Illich

« La sobriété n'est pas la privation. C'est le luxe de pouvoir se contenter de l'essentiel. »

— Pierre Rabhi

- 1 réparateur pour 5 000 habitants dans chaque bassin de vie
- 500 zones de réensauvagement créées, gérées par les citoyens
- Taxe kilométrique sur tous produits non vitaux importés à plus de 2 000 km

XII. Fiscalité & Biens communs

L'impôt ne doit plus être un mot sale. Il doit redevenir une promesse.

Promesse que ce que chacun donne, même peu, aide à tenir le pays debout. Promesse que ceux qui profitent le plus contribuent vraiment.

Promesse que chaque euro prélevé a un sens, une destination, une clarté.

Barème progressif fluide et solidaire

Imposition continue, sans tranches, selon la formule inspirée du Luxembourg : IP = (R × T(R)) × C

- R = revenu net imposable
- T(R) = taux croissant fluide (jusqu'à 45 %)
- C = coefficient de solidarité activable en temps de crise ou de relance
 La fiscalité devient un acte de fraternité dynamique.

Revenu contributif universel

Fusion IR + cotisations salariales : une seule ligne, claire, sur chaque fiche de paie.

Plafond de prélèvement global

Aucun foyer ne pourra être prélevé à plus de 60 % de ses revenus globaux. Taux effectifs des élus et entreprises publiques rendus publics.

Réforme de l'héritage

Plafond à 500 000 € par héritier (hors résidence principale). Au-delà : fonds commun intergénérationnel, sauf projets utiles validés citoyennement.

TVA éthique, modulée et pédagogique

- 0 % essentiels (alimentation, soins, livres, eau, transport local, réparation)
- 5–10 % utiles et sobres (vêtements simples, vélos, électroménager réparable)
- 20 % produits courants (électronique standard, ameublement)
- 35–45 % luxe, destructeurs ou très éloignés (SUV de luxe, jets, yachts)

Bonus local & réparabilité

- TVA -2 % sur produits fabriqués à moins de 500 km
- +5 % sur les biens non réparables (indice obligatoire)

TVA anti-publicité & participative

- +3 à 5 % pour les produits sur-médiatisés
- Vote citoyen annuel pour moduler certaines familles de produits

Affectation ciblée

- 1 % TVA luxe → fonds artistique libre
- 0,5 % sur téléphonie → sobriété numérique

Fin des niches injustes & impôt minimal

Suppression des niches sans justification. Impôt minimum obligatoire dès 750 000 €/an.

Contribution réelle des multinationales

Taxation sur bénéfices réels. Fin des montages artificiels. Contribution aux biens communs locaux.

• Fiscalité du bien commun

Crédit ou bonus fiscal pour l'emploi durable, la formation, les communs (réparation, entraide, culture...)

• Traçabilité citoyenne de chaque euro

Portail public de suivi budgétaire. Données ouvertes, pédagogiques, lisibles dès le collège.

Philosophie associée : Étienne de La Boétie & Thomas Paine

- « Soyez résolus de ne plus servir, et vous voilà libres. »
- Étienne de La Boétie

« Ce n'est pas la charité, mais la justice, qui doit guider la société. »

— Thomas Paine

- Suppression de 100 niches fiscales inutiles ou injustes
- 1 million de foyers fiscaux rejoignent la classe moyenne réelle par redistribution
- Biens communs numériques, naturels et fonciers inscrits dans la Constitution

XIII. Réconciliation & Vérités sociales

Il est temps de regarder la France telle qu'elle est, non telle qu'on la fantasme.

Il est temps de reconnaître que dans l'ombre, certains ont tenu debout ce que la République a laissé tomber.

Pas pour les absoudre. Mais pour réparer ensemble. Pour poser enfin les mots vrais.

• Légalisation du cannabis adulte, encadrée et citoyenne

- Légalisation réservée aux adultes, sous contrôle strict.
- Coopératives citoyennes à taille humaine.
- Fiscalité affectée à la santé et prévention.
- Interdiction totale de publicité ou incitation.

On ne célèbre pas l'usage. On arrête l'hypocrisie.

Développement de substituts au tabac

- Filière française de plantes alternatives (thym, lavande, etc.)
- Produits locaux sans nicotine ni additifs.
- Réseau citoyen ou herboristeries.
- Financement par fiscalité du tabac et cannabis.

La flamme n'est pas mauvaise. C'est ce qu'on y brûle qui peut l'être.

Pacte de sortie et rédemption citoyenne

- Pour les "relais" du trafic sans violence grave : pardon conditionné.
- Engagement à un pacte public à la Nation : actions utiles, formation, transmission.

Tu n'as pas trahi la France. Mais si tu veux la rejoindre, elle doit t'y aider.

· Villages citoyens de réinvention

- Friches, fermes, campings transformés en villages expérimentaux.
- Accueil de jeunes en rupture, anciens condamnés volontaires, éducateurs, philosophes.
- Laboratoires de reconstruction : on y vit, on y pense, on y apprend.
 Pas des centres fermés. Des passerelles vers la dignité.

Reconnaissance du rôle social des invisibles

- Protection de voisins, régulation de conflits, entraide réelle.
- Pas une célébration, mais la reconnaissance d'une absence de l'État.
 Ce n'est pas un pardon. C'est une lucidité.

Pacte républicain avec les quartiers

- Audit des services abandonnés (école, santé, justice, emploi).
- Assemblées locales mixtes : habitants, ex-trafiquants, institutions, jeunes.
- Engagements croisés, écoute mutuelle.

Célébration d'une France plurielle

- 1er dimanche de chaque trimestre : fête fraternelle par commune/quartier.
- Cuisine croisée, récits de vie, musique, silence partagé.

Participation citoyenne, commerçants, jeunes.
 La fraternité ne se vote pas. Elle se vit.

• Réalité utile de l'immigration

- Apport dans les hôpitaux, chantiers, cuisines, familles.
- Inclusion dans l'enseignement citoyen, médias publics, lieux de mémoire.
- Visibilité aux parcours dignes, souvent invisibles.

Cette terre a accueilli. Elle a grandi avec cela. Elle doit le dire.

Philosophie associée : Frantz Fanon & Épictète

« Chaque génération doit, dans une relative opacité, découvrir sa mission, la remplir ou la trahir. »

— Frantz Fanon

« Ce n'est pas ce qui t'arrive qui te détruit, c'est ce que tu en fais. » — Épictète

- 100 % des commissariats et gendarmeries rénovés selon les normes humaines et techniques
- Canal public de médiation / prévention des conflits ouvert 24h/24
- 1 centre d'écoute de crise psychologique pour 100 000 habitants
- Programme "cadets de la République" relancé, optionnel et fondé sur les missions humaines de sécurité

XIV. Sécurité intérieure & résilience civile

Un pays ne tient pas seulement par ses frontières, mais par sa capacité à se protéger lui-même — dans le respect du droit, de l'humain, et du réel.

Ce chapitre lie trois dimensions :

- La protection des citoyens dans leur quotidien
- La résilience civile face aux crises futures
- Une armée souveraine, lucide, préparée pour demain

Revalorisation du service civique universel

Un service civique volontaire de 9 mois (sécurité, culture, forêt, santé...). Formations citoyennes, tremplin vers l'emploi ou l'engagement.

Police, gendarmerie, secours : audit TOGAFrance

Audit complet du réel de terrain. Objectif : redonner du sens, de l'humain, de l'utilité concrète. Co-construction avec les agents.

Journal national des leçons de l'ordre

Chaque épisode majeur d'ordre public fait l'objet d'une analyse publique : décisions, réussites, erreurs. Pour ne pas répéter les fautes.

Reprise en main des faits divers

Cellules locales d'écoute, réseau de médiateurs d'urgence, rapport anonymisé pour chaque tragédie, code éthique sur leur traitement médiatique. Le fait divers n'est plus la norme.

Résilience populaire & autonomie

Ateliers tous les 6 mois : premiers secours, autonomie, énergie, solidarité. Création d'un canal gouvernemental de survie douce. La peur ne doit pas précéder, mais être dépassée.

• Armée souveraine, technologies protégées

Audit militaire complet. Déclaration de toutes technologies militaires françaises comme stratégiques et non revendables sans consentement populaire. Coopération internationale, mais jamais dépendance.

Philosophie associée : Sun Tzu

« L'art de la guerre, c'est de soumettre l'ennemi sans combat. »
— Sun Tzu

- Service civique accessible à 100 % des jeunes dès 2028
- Audit TOGAFrance sécurité achevé d'ici 2028
- Journal des leçons de l'ordre opérationnel en 2027

- 1 atelier de survie douce par commune tous les 6 mois Canal national de résilience lancé d'ici 2028
- Loi sur la non-revendabilité des technologies stratégiques en 2029